

hebdomadaire

n° 3032 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

RETRAITE: LE PREMIER TEST DU NOUVEAU POUVOIR

Le projet de décret gouvernemental sur les carrières longues risque de pénaliser les mères de famille et les demandeurs d'emploi. FO tire le signal d'alarme. Lire pp. 3 et 4.

AGIR événements

Les questions budgétaires occuperont une grande part de l'agenda d'ici à cet été.

Lire page 5

Avant de quitter son poste, l'ex-ministre de l'Éducation, Luc Chatel, a cru bon de bouleverser l'évaluation des enseignants.

Lire page 5

Le spectre de plusieurs milliers de suppressions de postes hante la grande distribution en général et Carrefour en particulier.

Lire page 8

Près de 120 000 personnes travaillent dans les officines de pharmacie qui, à 92%, ont moins de 10 salariés.

Lire page 7

RETRAITE: FO PRESSE FRANÇOIS HOLLANDE DE TENIR SES PROMESSES

Interview de Jean-Claude Mailly parue dans *Le Parisien*, en guise d'éditorial page 4.

DOSSIER pages centrales

L'arrivée fracassante de Free dans la téléphonie mobile déstabilise tout un secteur sans que le consommateur y trouve forcément son compte.

RESPIRER culture

Ils existent depuis plus de vingt-cinq siècles, écument les mers du globe et constituent une source inépuisable d'inspiration. Histoire des pirates.

Lire page 11

MONTRER enquête

Des prix d'achat qui ont doublé en quinze ans, des loyers qui flambent et dix millions de personnes considérées comme mal logées. Le logement est un problème public à part entière.

Lire pages 13 à 15

Illustration: Jean-Luc Boiré





En guise d'éditorial de Jean-Claude Mailly

RETRAITES: FO PRESSE FRANÇOIS HOLLANDE DE TENIR SES PROMESSES

Le Parisien – Interview de Jean-Claude Mailly du 10 mai 2012.

François Hollande a promis aux syndicats d'inscrire dans la Constitution l'obligation de les consulter avant tout projet de loi. Y voyez-vous un gage de confiance?

Jean-Claude Mailly: Je n'en vois pas l'utilité. Le PS a-t-il

peur de ne pas être à l'écoute des syndicats? Hormis certains domaines déjà délimités, le rôle des syndicats n'est pas d'être législateur à la place des parlementaires. Sinon cela s'appelle du corporatisme. Nous attendons surtout un dialogue social normal. Qu'on soit d'accord ou pas, il faut que ce soit plus serein qu'avec le président sortant. Autre erreur à éviter: avec Nicolas Sarkozy tout se traitait à l'Élysée, ce n'est pas bon, y compris en termes de démocratie. Il faut un Premier ministre avec de réels pouvoirs et un gouvernement avec qui l'on discute. Ce sont les deux points clés de la méthode de travail.

Le 23 mai, le nouveau président a rendez-vous à Bruxelles avec tous les dirigeants européens. Qu'en attend FO?

Nous verrons quelle sera la position de la France. Il y a deux options. Soit François Hollande tape du poing sur la table et demande de renégocier les traités européens. C'est la position que nous défendons. Soit, au nom de je ne sais quel réalisme, il accepte l'idée de faire quelques compléments au traité et inscrit de fait dans le marbre la politique d'austérité. Ça va être un événement clé. De ce qui va se décider le 23 mai à Bruxelles va découler ce qui se déci-

dera après, pour la France notamment. J'annonce qu'en cas de référendum sur le traité tel qu'il est aujourd'hui, FO appellera à voter non.

L'état de grâce est-il terminé?

Oui, à cause du contexte général de crise. Il y a à la fois les attentes des salariés et les enjeux au niveau européen. Sur les marges de manœuvre budgétaires, c'est là que François Hollande va devoir faire des choix. Si l'on reste dans une logique de réduction des dépenses, ça risque de se tendre socialement. La fonction publique est à bout. Le 10 mai, les policiers FO doivent manifester. L'arrêt de la Révision générale des politiques publiques [NDLR: réduction des effectifs via le non-remplacement d'un agent sur deux, fusion des services, etc.] qu'a promis Hollande est une attente très forte de FO.

Avez-vous rencontré le président?

Non. Le plus tôt sera le mieux, car il y a toute une série de décisions qui vont être prises par le futur gouvernement par décret. Il faut des consultations assez rapidement, des réunions en face à face avec le président ou un émissaire, le temps qu'il y ait un gouvernement.

Que comptez-vous lui dire vis-à-vis des mesures d'urgence?

Concernant la retraite, il a été dit pendant la campagne que le droit à la retraite à 60 ans serait rétabli pour ceux ayant cotisé 41 ans. Comment va être calculée cette durée de cotisation? Avant d'être élu, François Hollande a indiqué que seules les périodes «cotisées», c'est-à-dire 41 ans travaillés effectivement, seraient retenues, excluant ainsi les périodes «validées». FO n'est pas d'accord. Quatre catégories de salariés vont être pénalisées: les femmes du secteur privé ayant élevé un ou plusieurs enfants et béné-

ficiant d'une bonification de deux ans; toutes les personnes ayant connu des périodes de chômage; tous les hommes ou femmes ayant eu un congé parental d'éducation; toutes celles qui ont eu un congé maladie ou un accident du travail de plus d'un an. Autrement dit, tous ceux qui ont eu des périodes heurtées ne seront pas retenus. Ce serait discriminant et injuste. Et cela pourrait être un des premiers accrochages avec le gouvernement.

Quelles sont les qualités requises pour le prochain ministre du Travail?

La fibre sociale, une bonne connaissance et une vision des syndicats et du patronat. Et pas que des contacts. Sinon, il va perdre du temps à comprendre. Quelqu'un sachant pratiquer le dialogue et respectueux de ses interlocuteurs. Capable aussi de résister aux pressions de Bercy. Une qualité que devra aussi avoir le ministre de l'Industrie, si l'on veut une vraie stratégie industrielle.

Allez-vous signer l'accord de compétitivité-emploi?

Non. Nous refusons de rentrer dans une logique obligeant les salariés à travailler moins et à gagner moins en cas de difficultés, avec à la clé une rupture du contrat de travail. S'il devait y avoir un tel accord, nous porterions plainte devant le Bureau international du travail. Comme pour le contrat nouvelles embauches (CNE). Le gouvernement devra trancher très vite. Pendant la campagne, le candidat Hollande n'y était pas favorable.

FO est restée à l'écart pendant la campagne. Pourquoi?

Pour être libre et indépendant, il faut l'avoir été pendant la campagne. FO n'a rien coproduit avec Sarkozy, ce sera pareil avec Hollande.

Propos recueillis par Catherine Gasté

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Magasins de bricolage: Le projet d'extension des ouvertures dominicales abandonné.

Page 3

Retraite: Divergences en vue sur le départ à 60 ans.
Fiscalité: L'ultime mauvais tour de la TVA sociale?

Page 4

Retraites: FO presse François Hollande de tenir ses promesses, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Économie: Un agenda chargé pour le nouveau pouvoir.
Évaluation des enseignants: Décret Chatel: sitôt publié, sitôt abrogé.

Page 6

Rapport: 8,2 millions de Français vivent avec moins de 954 euros par mois.
Carrefour: FO redoute au moins 3000 suppressions d'emplois.

Page 7

Gros plan sur... la pharmacie: Un commerce comme les autres?
Géraldine: «Nous sommes prisonniers des grilles de rémunérations conventionnelles.»

SAVOIR

Page 10

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 11

Le commerce maritime en danger: Pirates d'hier et d'aujourd'hui.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
La chute de la maison austère?

Page 12

Une sélection de livres.
À voir:
Quand m'embrasseras-tu?
Darwich en 3D.

MONTRER

Pages 13 à 15

Le logement, une cause vite oubliée?

/ DOSSIER

Pages 8 et 9

Le low cost appliqué aux télécoms: Free Mobile provoque des coupures.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:

9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.

Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros.

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

3 682

Alerte enlèvements: 3682 boîtes aux lettres n'ont plus donné de nouvelles. Disparues. Des émules postaux des ravisseurs de nains de jardin? Des collectionneurs de boîtes jaunes en fonte? Que nenni, c'est là l'œuvre de La Poste elle-même. Des chiffres fournis par personne d'autre qu'elle-même le confirment. Il faut les chercher au fin fond d'un document intitulé «Résultats de la qualité du service universel postal 2011», et destiné à l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes). La Poste y recense 148 292 boîtes aux lettres en 2010 contre 144 610 en 2011. Et emballe le tout dans de jolies formules en parlant d'une «évolution de l'implantation des boîtes aux lettres», afin qu'elles soient «mieux positionnées pour être plus visibles et plus accessibles pour les clients». Ces disparitions n'ont guère été appréciées des élus ruraux, dont beaucoup ont bataillé ferme, parfois en vain, pour garder ne serait-ce qu'une «agence postale». La dernière avant le désert.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.*

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

MARS 2012

+0,8%

DU 31/03/2011 AU 31/03/2012

+2,3%

DU 01/01/2012 AU 31/03/2012

+0,88%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1^{er} trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36. 2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemni-

sation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

✎ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

✎ 57,4% de cet ancien salaire;

✎ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

LE COMMERCE MARITIME EN DANGER

PIRATES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

DEPUIS DIX ANS LES ACTES DE PIRATERIE SE SONT MULTIPLIÉS, TANT EN ASIE QU'EN AFRIQUE.

LES TRANSPORTEURS, AFFRÉTEURS ET ARMATEURS SONT TRÈS INQUIETS, LES TARIFS D'ASSURANCE EXPLOSENT. MAIS AU FINAL, CE SONT SURTOUT LES MARINS QUI PAIENT LE PRIX FORT.

Entre 1991 et 2011 on a recensé plus de 4 000 actes de piraterie; 209 entre 1994 et 1999 et 2463 entre 2000 et 2006. Trois zones sont particulièrement touchées: le golfe d'Aden, au large de la corne orientale de l'Afrique, le détroit de Malacca, entre l'Indonésie, la Malaisie et Singapour, et le golfe de Guinée sur les côtes de l'Afrique occidentale. Durant cette décennie, 3 200 marins de toutes nationalités ont été enlevés, 500 blessés et 160 ont été tués, comme l'a dénoncé l'ITF (Fédération internationale des transports), basée à Londres. Rien que dans le golfe d'Aden, 103 attaques ont eu lieu en 2010, 65 en 2011 et déjà 10 depuis janvier de cette année. Si les attaques baissent dans cette région, c'est que depuis le 9 décembre 2008 l'Union européenne a mis en place une force militaire navale, l'Eunavfor Atalanta. Cette flottille est rejointe par des navires américains, mais aussi indiens et chinois. Si les Européens cherchent à arrêter les pirates pour les juger, les Indiens et les Chinois tirent d'abord et négocient ensuite, au risque de toucher des pêcheurs

innocents. Pêcheurs qui sont passés à la piraterie pour survivre depuis que les chalutiers-usines japonais, coréens et chinois ont raclé les fonds marins de cette région.

DEPUIS LA NUIT DES TEMPS



L'équipage et les pirates du navire Faina, piraté sur les côtes de la Somalie en 2008.

Les premiers pirates sont signalés dès 700 avant J.-C. sur les côtes du golfe persique. En 560 av. J.-C., des pirates grecs apparaissent en Méditerranée orientale sous la conduite

du tyran de Samos, Polycrate. Au V^e siècle après J.-C., les pirates irlandais écument les côtes anglaises, puis vient le tour des Vikings. Au Moyen Âge, avec le développement de l'architecture navale, les pirates anglais attaquent les côtes françaises et espagnoles. Au XV^e siècle les Barbaresques ravagent les ports du nord de la Méditerranée. Mais c'est avec la découverte des Amériques et le transport de richesses entre le Nouveau Monde et la péninsule ibérique que la flibuste et la piraterie s'envelopent. En 1522, un pirate génois donne l'exemple en attaquant les galions espagnols dans la région de Gibraltar. Il est suivi l'année sui-

vante par des Français, puis en 1562 par des Anglais et en 1569 par des Hollandais. Tous ces pirates sont alors surnommés «les gueux des mers».

La piraterie rapporte tellement d'argent qu'en 1620 une «République pirate» est proclamée à Salé, sur la côte atlantique du Maroc, sorte de fraternité de bandits des mers très égalitaire avec les mêmes droits pour les hommes et les femmes. Dix ans plus tard, une nouvelle république est proclamée sur l'île de la Tortue dans les Caraïbes. Les États en profitent pour créer le statut de corsaire. Ces derniers font de la piraterie mais pour le compte des États. Ce statut ne sera aboli en France qu'en 1856!

Voix de presse

La chute de la maison austère?



Violents incidents en Italie, séisme politique en Grèce, manifestations d'ampleur en Espagne et revers électoral en Allemagne ont, la semaine dernière, fissuré les politiques de rigueur budgétaire imposées dans l'Union européenne. Des convulsions enregistrées par la presse française.

Le Monde

«Les attaques se multiplient en Italie contre des symboles de l'austérité.» Solution «face à la montée de la colère des Italiens étonnés»: il a été «décidé d'élever le seuil d'alerte autour des objectifs sensibles dans toute la péninsule, a annoncé dimanche 13 mai la ministre de l'Intérieur», qui a jugé possible «l'usage de l'armée» pour défendre «des objectifs sensibles».

La Nouvelle République

Car «plusieurs attentats ont frappé les bâtiments du fisc italien, tandis que les manifestations contre les politiques d'austérité se multiplient dans le pays».

Le Figaro

En effet, «à l'instar de la Grèce, l'Italie souffre sous la pression de l'austérité. Certains n'hésitent pas à user de la violence pour exprimer leur colère». Qui sème la violence économique... «Une violence qui a également gagné l'Espagne où des incidents avaient éclaté à Barcelone en mars dernier.»

Le Point

«Des milliers d'Espagnols se sont rassemblés samedi soir (12 mai) sur la place de la Puerta del Sol à Madrid pour célébrer le premier anniversaire du mouvement des «Indignados» (Indignés), qui dénonce le capitalisme financier et les inégalités sociales. Des manifestations étaient également organisées dans quatre-vingts autres villes d'Espagne et à Londres, plusieurs centaines de militants ont marché jusqu'au siège de la Banque d'Angleterre où ils se sont heurtés à la police.»

L'Alsace

«La politique d'austérité menée en Grèce depuis deux ans, sous la pression des bailleurs de fonds internationaux du pays, a été massivement censurée par les électeurs, qui ont pulvérisé les positions des deux partis tenants de la rigueur». Façon puzzle, même...

Le Journal du Dimanche

En «Allemagne, le pays où l'austérité est reine», la chancelière Angela Merkel est venue, pour éviter des urnes funèbres, soutenir un de ses ministres en difficulté aux «élections locales ce dimanche en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le Land le plus peuplé d'Allemagne vit au rythme des emplois précaires, de la rigueur et des salaires bloqués».

Ouest-France

Résultat: «le parti d'Angela Merkel subit une sévère défaite» en affichant «son plus mauvais score dans cette région depuis 1945».

La République des Pyrénées

Du coup, pour replâtrer la façade fissurée de la maison austère, on repart de croissance: «Hier (12 mai) le ministre allemand des Affaires étrangères a présenté son pacte de croissance en six points. Histoire de ne pas en laisser le monopole à la gauche européenne et tout particulièrement française. Car il y a croissance et croissance. Pour les ultralibéraux, la relance doit se faire en dérégulant davantage les marchés, en flexibilisant le travail.» Croissance, vous avez dit croissance?

PARUTION > LA RÉDACTION VOUS SIGNE

PRÉSENTATION DE L'ÉDITEUR



Que faire de Marx? Et pourquoi faudrait-il en faire quelque chose? Après tout, on peut continuer à ne rien en faire, à l'ignorer, à l'éliminer de l'enseignement et de la recherche. Mais on peut aussi éprouver la nécessité d'apprendre quelque chose de lui, non point parce qu'il fournirait la doctrine et la croyance dont nous manquerions, mais parce que nous ne pouvons vraiment poser la question que soulève notre situation historique et sociale présente que dans la mise au clair de notre rapport à Marx, à ses questions comme à ses réponses.

Marx, prénom: Karl, de Pierre Dardot et Christian Laval. Éditions Gallimard, 810 pages, 34,90 euros.